

# Le développement du secteur des fintechs au Qatar

Doté d'un secteur bancaire important, pleinement investi dans la transformation digitale de son économie et particulièrement attentif au renforcement de sa cyber-sécurité dans un contexte de crise régionale, le Qatar présente plusieurs atouts pour le développement d'un écosystème fintech. Si quelques initiatives ont déjà vu le jour, le marché demeure immature du fait de l'absence de régulation du secteur. Actuellement, une partie des activités des sociétés fintechs sont irréalisables, nécessitant une licence bancaire. Dans les prochains mois, la Banque Centrale du Qatar (QCB) prévoit de mettre en place un sandbox qui devrait permettre de définir un futur cadre réglementaire.

## 1. Le Qatar présente plusieurs caractéristiques pouvant favoriser l'émergence d'un marché des fintechs

Le secteur de la finance au Qatar repose en grande partie sur l'activité des banques qui se partagent un marché très développé. L'abondance des dépôts et de l'épargne dans le pays le plus riche du monde en termes de PIB/hab assure la disponibilité d'importantes liquidités, alors même que la faible taille de la population (2,7 millions d'habitants dont 60% de « cols bleus ») limite les perspectives de développement du secteur. Le développement de la fintech permettrait aux banques locales de réduire leurs coûts administratifs, d'obtenir un meilleur accès aux services bancaires et une clientèle élargie, elle-même déjà très connectée<sup>1</sup>.

D'autre part, le développement de ce secteur pourrait répondre aux besoins d'une population, essentiellement constituée d'expatriés<sup>2</sup>, qui réalise régulièrement des transferts d'argent vers leur pays d'origine.

De manière moins significative, le marché de l'assurance qatarien présenterait également des opportunités intéressantes pour les entreprises spécialisées dans l'assure-tech étant donné le faible taux de pénétration de l'assurance au Qatar<sup>3</sup>.

Enfin, suite au piratage de la Qatar News Agency (QNA) en juin 2017 et en prévision de l'organisation de la Coupe du Monde 2022, le Qatar cherche à renforcer la sécurisation des données et des transactions financières de sa population (mise en place d'une chaire cybersécurité, centralisation et contrôle des données des acteurs locaux, partenariats en solutions cloud entre acteur locaux et étrangers...).

85%

des ménages ont une connexion haut-débit

75%

de pénétration mobile

85%

de la population a entre 20 et 39 ans

195 %

total des actifs bancaires / PIB

50%

soit 1,4 M de personnes utilisent les plateformes de e-commerce au quotidien

## 2. Les principaux acteurs locaux au Qatar



### Banque Centrale du Qatar

- Chargée de la régulation du secteur
- Elaboration de la stratégie fintech & mise en place d'un sandbox



### Banque de Développement du Qatar

- Participation à l'élaboration de la stratégie fintech
- Accompagnement des petites entreprises innovantes (Business Incubation Center, Qatar Fintech Hub)



### Centre financier du Qatar

- Plateforme d'hébergement des sociétés souhaitant s'implanter au Qatar
- Accueil des fintechs non concernées par la future régulation (activités ne nécessitant pas de licence bancaire)
- Hébergement des fintechs qui se sont associées à des banques locales<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Le Qatar aspire à devenir un leader régional dans ce secteur. Il se place au 39ème rang au niveau mondial et au 2ème rang parmi les pays du CCEAG, derrière Bahreïn, selon l'indice de développement des TIC réalisé par l'Union Internationale des télécommunications (UTI)

<sup>2</sup> Représentant près de 85% de la population totale

<sup>3</sup> 1,9% seulement alors que la moyenne du CCEAG est de 3,2% et la moyenne mondiale de 6,3% en 2016

Ces trois acteurs peuvent s'appuyer sur l'expertise et l'expérience des acteurs étrangers, institutionnels ou associatifs pour le développement des fintechs au Qatar. Plusieurs partenariats ont déjà été établis, notamment avec des entités françaises (Paris Europlace, Finance Innovation), belges, britanniques et suédoises.

### 3. Si quelques initiatives ont été lancées au Qatar dans ce secteur, l'absence de régulation limite pour le moment la création d'un véritable écosystème fintech

Plusieurs entreprises spécialisées dans des domaines variés de la fintech sont implantées au Qatar, principalement dans les domaines suivants : transferts d'argent en ligne, gestion des données et services bancaires de détail.

Parmi les différents acteurs présents, citons :

Transferts d'argent en ligne	La gestion des données	Les services bancaires de détail
Qpay : plus grande fintech qatarienne qui propose un service de rémunération des salariés en ligne <sup>4</sup> .	Goals 101 : une société indienne, assure une gestion efficace des données pour les banques en ayant recours à l'intelligence artificielle et au Machine Learning.	Banque Nationale du Qatar (QNB) : mise en place d'une plateforme de e-commerce destinée à aider les PME dans la mise en œuvre de leurs activités et assurer la réception de leurs paiements.

Toutefois, une partie importante des technologies financières émergentes demeurent à ce jour non-régulées et ne peuvent pas être testées au Qatar. La Banque Centrale n'a pas encore adopté de cadre réglementaire permettant aux fintech de travailler sans licence bancaire.

En outre, la Banque Centrale fait encore preuve d'une approche prudente concernant certaines technologies financières émergente. Par exemple, les autorités n'autorisent ainsi pas encore les banques et les autres fournisseurs de services à travailler avec des sociétés liées aux crypto-monnaies.

#### Conclusion

- Si des efforts pour développer le secteur des fintechs ont été réalisés par les acteurs locaux principaux, les initiatives demeurent aujourd'hui limitées.
- La mise en œuvre d'un cadre réglementaire constitue une étape clé au développement d'un écosystème productif et durable.
- Etape charnière où les autorités ont pris conscience de leur retard dans le développement des nouvelles technologies financières et visent à concurrencer les modèles des pays voisins (Emirats Arabes Unis, Bahreïn).

Suivi par : Louis LATOURNERIE et Julie HEUGUET

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

<sup>4</sup> Elle vend ses services à près de 3000 PME qui elles-mêmes emploient au total 250 000 individus.